

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1956 B 00065

Numéro SIREN : 056 800 659

Nom ou dénomination : SNEF

Ce dépôt a été enregistré le 24/05/2022 sous le numéro de dépôt 6057

SNEF

*Certifié Conforme à
l'original*


87 Avenue des Aygalades 13015 MARSEILLE

Comptes Annuels 2021

Exercice du 1^{er} décembre 2021 au 31 décembre 2021



Bilan actif

Milliers d'euros					
Actif	Notes	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
		Montants bruts	Amortiss. et dépréciat.	Montants nets	Montants nets
Immobilisations incorporelles	3	9 548	(6 296)	3 252	3 855
Immobilisations corporelles	4	101 754	(65 899)	35 855	34 483
Immobilisations financières	5				
- Titres de participation		304 971	(58 911)	246 059	297 428
- Prêts		28 573	(15 059)	13 514	8 405
- Autres créances immobilisées		556	-	556	573
Total actif immobilisé		445 402	(146 165)	299 237	344 744
Stocks matières premières		5 116	-	5 116	4 367
En-cours de production		489 969	(25 499)	464 469	429 214
Avances et acomptes versés		291	-	291	402
Clients et comptes rattachés	6	205 321	(6 593)	198 728	209 374
Créances diverses	6	97 429	(34 134)	63 296	110 093
Disponibilités	8	57 350	-	57 350	72 646
Total actif circulant		855 476	(66 226)	789 250	826 095
Charges constatées d'avance	7	146	-	146	1 546
Ecart de conversion actif		7 211	-	7 211	7 476
Total actif		1 308 235	(212 391)	1 095 845	1 179 862

Bilan passif

Passif	Notes	Milliers d'euros	
		31 décembre 2021	31 décembre 2020
Capital		10 000	10 000
Ecart de réévaluation		(148)	(161)
Réserves		1 000	1 000
Report à nouveau		83 049	47 195
Résultat de l'exercice		26 063	45 956
Provisions réglementées		5 950	5 920
Total capitaux propres	9	125 914	109 911
Provisions pour risques		8 418	10 459
Provisions pour charges		12 338	12 186
Total provisions	10	20 756	22 645
Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	11	82	248 456
Emprunts et dettes financières diverses	11	12	1 146
Avances et acomptes reçus sur commandes	12	521 085	473 215
Fournisseurs et comptes rattachés	12	82 393	90 642
Dettes fiscales et sociales	12	73 649	77 902
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12	2 394	1 690
Dettes diverses	12	246 249	133 203
Total des dettes		925 863	1 026 254
Produits constatés d'avance	13	23 272	20 931
Ecart de conversion passif		40	120
Total passif		1 095 845	1 179 862

Compte de résultat

		Milliers d'euros	
	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Chiffre d'affaires	14	542 619	633 678
Production stockée		54 449	(3 992)
Production immobilisée		910	745
Subventions d'exploitation		1 378	414
Reprises sur provisions et transferts de charges	15	30 761	29 444
Autres produits		50	73
Total produits d'exploitation		630 167	660 363
Achats		(489)	(890)
Variation de stocks		749	313
Achats de matières premières		(161 595)	(146 742)
Autres achats et charges externes		(202 272)	(232 044)
Impôts, taxes et versements assimilés		(11 743)	(14 581)
Charges de personnel		(205 128)	(227 300)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(36 451)	(35 700)
Autres charges		(768)	(1 217)
Total charges d'exploitation		(617 697)	(658 162)
Résultat d'exploitation		12 470	2 201
Résultat financier	16	10 179	(68 310)
Bénéfice attribué ou perte transférée		359	635
Résultat courant avant impôt		23 009	(65 474)
Résultat exceptionnel	17	4 976	106 441
Résultat avant impôt et participation		27 985	40 967
Participation des salariés au résultat de l'entreprise		(151)	-
Impôt sur les bénéfices	18	(1 771)	4 989
Résultat de l'exercice		26 063	45 956

1.	Faits caractéristiques de l'exercice.....	6
2.	Règles et méthodes comptables	6
3.	Immobilisations incorporelles	10
4.	Immobilisations corporelles	11
5.	Immobilisations financières.....	12
6.	Créances d'exploitation.....	13
7.	Charges constatées d'avance	14
8.	Disponibilités	14
9.	Capitaux propres.....	15
10.	Provisions pour risques et charges	15
11.	Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit.....	16
12.	Dettes liées à l'exploitation	16
13.	Produits constatés d'avance	17
14.	Chiffre d'affaires	18
15.	Transferts de charges d'exploitation.....	18
16.	Résultat financier	18
17.	Résultat exceptionnel	19
18.	Situation fiscale	19
19.	Engagements hors bilan	20
20.	Honoraires des commissaires aux comptes	21
21.	Effectifs moyens	21
22.	Informations concernant les parties liées	22
23.	Rémunérations des dirigeants.....	22
24.	Consolidation et intégration fiscale	22
25.	Evénements postérieurs à la clôture	22
26.	Tableau des filiales et participations	23
27.	Tableau des filiales et participations (suite)	24

1. Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Variation de périmètre

- Le 23 mars 2021 Snef a cédé à Fouré Lagadec l'intégralité des titres qu'elle détenait de SOBEC, après avoir procédé à une augmentation de capital par incorporation de créances envers Snef de 1,9 millions d'euros.
- Le 30 juin 2021 Snef a procédé à un Apport Partiel d'Actifs de sa branche d'activité « Snef Technologies » à la société MIOS, renommée Snef Technologies.
- Le 15 septembre 2021 Snef a cédé à Groupe Snef l'intégralité des titres qu'elle détenait de Fouré Lagadec, Firac, et Watt Design & Build.

1.2 Remboursement de Prêts

Groupe Snef a procédé en septembre 2021 au refinancement de la dette bancaire de Snef SA.

1.3 Transferts de personnel à la société Groupe Snef

Groupe Snef est la holding animatrice du Groupe créée en décembre 2020. Cette société a pour objet social d'animer l'ensemble des filiales du groupe et de regrouper en son sein l'ensemble des fonctions de stratégie, communication, gestion des risques & audit, ressources humaines & université, secrétariat général, finance & trésorerie, informatique du Groupe Snef.

Au 1^{er} janvier 2021 les équipes en charge de ces missions pour le groupe ont été transférées de Snef vers Groupe Snef.

À la suite du rachat d'intérêts minoritaires, Groupe Snef détient 98.46% de Snef SA

1.4 Autres faits marquants de l'exercice

- La société fait l'objet depuis le 22 février 2021 d'une vérification de comptabilité par l'administration fiscale, portant sur les exercices 2018 et 2019.
- Un plan d'intéressement a été mis en place au sein de Snef SA en juin 2021, avec application rétroactive sur l'ensemble de l'exercice.

1.5 Crise sanitaire Covid-19

La Covid-19 a été déclarée pandémie par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020. L'épidémie continue d'impacter certaines activités du Groupe sur 2021 et les premiers mois de 2022, mais de manière marginale. Le Groupe poursuit la mise en œuvre des moyens nécessaires à la préservation de la santé de ses collaborateurs et de répondre aux besoins de ses clients.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, mis à jour par le Règlement ANC 2016-07 et ses modifications ultérieures relatif au Plan Comptable Général et sans aucune dérogation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Indépendance.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les montants mentionnés dans la présente annexe figurent en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Changement de méthode comptable

Au cours de l'exercice 2021, aucun changement de méthode comptable n'a été opéré.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées principalement de brevets, droits au bail et logiciels informatiques d'exploitation dont la valeur brute au bilan représente le coût d'acquisition et de fonds commerciaux. Les logiciels sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilisation prévisionnelle :

- Logiciels d'exploitation : 3 ans
- Autres logiciels : 1 an

Les fonds de commerce ne sont pas amortis et sont dépréciés, le cas échéant, en fonction de leur valeur d'utilité déterminée sur la base des avantages futurs qu'ils génèrent. Sur la base du test de dépréciation effectué à la clôture 2021, aucune dépréciation n'a été constatée.

Les dépenses liées à la phase de développement du système d'information et de gestion (ERP) sont comptabilisées en charge d'exploitation de la période sur option du Plan Comptable Général.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui auraient pu faire l'objet d'une réévaluation.

La société a fait le choix de comptabiliser les frais d'acquisition d'immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, frais d'insertion, frais d'adjudication, honoraires de notaires et commissions) en charges immédiatement déductibles.

Lorsque des éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable un plan d'amortissement unique est retenu pour l'ensemble de ces éléments. Cependant, si dès l'origine, un ou plusieurs de ces éléments ont chacun des utilisations différentes, la méthode des composants est appliquée : chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

A compter du 1^{er} janvier 2005, les durées d'usage ont été maintenues sur le plan fiscal et les durées d'utilisation ci-dessous sont appliquées sur le plan comptable :

	Durée d'utilisation comptable	Durée d'usage fiscale
Constructions	30 ans	15 à 20 ans
Agencements	15 à 20 ans	15 à 20 ans
Matériels et Outillages	6 à 10 ans	3 à 10 ans
Matériels de transport	7 à 10 ans	4 à 5 ans
Matériels bureau, informatique	4 à 7 ans	3 à 5 ans
Mobiliers	10 ans	10 ans

La différence entre le montant des amortissements déterminés selon les durées d'usage et le montant des amortissements déterminés selon les durées d'utilisation est enregistrée en provisions réglementées sous forme d'amortissements dérogatoires (cf. § provisions réglementées).

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur prix d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une dépréciation est enregistrée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est notamment déterminée au regard des perspectives de rentabilité future des entités concernées.

Stocks

Les stocks de matières, fournitures, marchandises et approvisionnements sont évalués suivant la méthode "Premier Entré, Premier Sorti" (FIFO). La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend exclusivement le prix d'achat.

Une dépréciation est éventuellement constatée. Elle est égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation estimée.

En-cours de production et comptabilisation des produits

Les produits résultant des prestations sur contrats à long terme sont comptabilisés suivant la méthode de « l'achèvement des travaux ». A ce titre, les résultats provenant des contrats ne sont acquis que lors de la livraison des biens ou la réception des services par le client. Les montants des prestations en-cours sont enregistrés au bilan au poste « en-cours de production » et les factures émises en « avances et acomptes reçus ».

La valorisation des en-cours de production comporte le coût des matières premières et fournitures mises en œuvre, les frais directs de main d'œuvre, les frais généraux de production et les amortissements des biens concourants à la production. Le coût de production ainsi obtenu ne comporte pas de frais administratifs, de frais de recherche et de développement, ni de frais financiers.

Dans la mesure où l'ensemble des coûts directs et indirects à engager excède le prix de vente, les pertes potentielles jusqu'à l'échéance, sur les contrats à long terme, sont comptabilisées par voie de :

- Dépréciation des travaux en cours pour la quote-part correspondant à l'avancement des chantiers à la fin de la période,
- Provisions pour risques sur travaux en cours pour le complément.

Créances d'exploitation

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. En fonction du risque encouru estimé cas par cas, une dépréciation est constituée pour chacune d'elles.

Ecart de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les créances, les disponibilités et les dettes en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des créances et des dettes en devises à ce dernier cours est portée au bilan selon le cas en écart de conversion actif (pertes de change latentes) ou en écart de conversion passif (gains de change latents). La différence résultant de l'actualisation des disponibilités en devises à ce dernier cours est incorporée dans le résultat financier selon le cas en gains de change ou en pertes de change.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risque.

Conformément au règlement ANC 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, les écart de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écart de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées inscrites en capitaux propres correspondent aux amortissements dérogatoires, définis comme l'excédent des amortissements déterminés selon la durée d'usage fiscale des actifs par rapport à la dotation déterminée selon la durée d'utilisation estimée des actifs, cette dernière traduisant l'amortissement économique des biens et figurant à ce titre à l'actif du bilan en déduction des valeurs brutes. Ces provisions sont dotées et reprises en résultat exceptionnel de manière à ce que la charge totale d'amortissement des actifs, compte tenu de ces mouvements, corresponde à la charge déterminée selon la durée d'usage des actifs.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont principalement pour objet de couvrir les risques liés aux litiges en cours et les suppléments de perte sur les contrats déficitaires non couvertes par les dépréciations des en-cours de production. Les provisions pour risques et charges sont constituées conformément au règlement ANC n°2014-03.

Engagements sociaux à prestations définies

Des indemnités de fin de carrière sont versées par la société à ses salariés lors de leur départ à la retraite. L'indemnité n'est versée qu'à la condition que le salarié soit présent au moment du départ à la retraite.

Les engagements de retraite ne font pas l'objet de provisions pour charges et sont mentionnés en engagements hors bilan.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices enregistrés au sein du compte de résultat de la société représente l'impôt à payer à l'administration fiscale au titre de l'exercice clôturé.

3. Immobilisations incorporelles

Variation des valeurs brutes

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2020	Acquisitions (*)	Cessions (*)	31 décembre 2021
Frais etab., rech., et dev.	4	-	-	4
Concessions, brevets, et droits similaires	128	-	-	128
Droit au bail	185	-	-	185
Fonds commercial	2 938	-	-	2 938
Logiciels	7 907	131	(1 745)	6 293
Total valeurs brutes des immobilisations incorporelles	11 162	131	(1 745)	9 548

Variation des amortissements cumulés

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2020	Dotations (*)	Reprises (*)	31 décembre 2021
Frais etab., rech., et dev.	(4)	-	-	(4)
Concessions, brevets, et droits similaires	(128)	-	-	(128)
Fonds commercial	(137)	-	-	(137)
Logiciels	(7 038)	(356)	1 367	(6 027)
Total amortissements des immobilisations incorporelles	(7 307)	(356)	1 367	(6 296)

(*) Les variations tiennent compte des impacts de l'apport partiel d'actif.

4. Immobilisations corporelles

Variation des valeurs brutes

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2020	Acquisitions (*)	Cessions (*)	31 décembre 2021
Terrains	3 302	-	-	3 302
Constructions sur sol propre	6 500	-	-	6 500
Constructions sur sol d'autrui	90	-	-	90
Agenc. aménag. des constructions	26 422	404	(63)	26 763
Installations techniques, matériels et outillages industriels	14 175	543	(34)	14 684
Installations générales, agencements et aménagements divers	5 185	1 366	(91)	6 460
Matériels de transport	24 241	5 545	(2 474)	27 312
Matériels de bureau et informatique	16 870	822	(2 184)	15 508
Immobilisations en cours	785	539	(190)	1 134
Total valeurs brutes des immobilisations corporelles	97 571	9 218	(5 035)	101 754

Variation des amortissements cumulés

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2020	Dotations (*)	Reprises (*)	31 décembre 2021
Terrains	(928)	(14)	-	(941)
Constructions sur sol propre	(5 312)	(125)	-	(5 436)
Constructions sur sol d'autrui	(80)	(1)	-	(80)
Agencements, aménagements des constructions	(13 217)	(1 262)	10	(14 469)
Installations techniques, matériels et outillages industriels	(12 004)	(630)	20	(12 614)
Installations générales, agencements et aménagements divers	(3 112)	(233)	40	(3 305)
Matériels de transport	(14 664)	(2 978)	2 181	(15 460)
Matériels de bureau et informatique	(13 772)	(1 017)	1 196	(13 593)
Total amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	(63 088)	(6 259)	3 448	(65 899)

(*) Les variations tiennent compte des impacts de l'apport partiel d'actif détaillés dans le paragraphe 1. « Faits caractéristiques de l'exercice ».

Cession au 31 octobre 2021 par Snef SA à Groupe Snef des actifs corporels nécessaires à l'autonomie complète de la Holding animatrice, pour une valeur nette de 1,3 million d'euros. Cession similaire pour les véhicules effectuée en mars 2021 pour 0,2 million d'euros.

5. Immobilisations financières

Variation des valeurs brutes

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2020	Acquisitions (*)	Cessions (*)	31 décembre 2021
Titres de participation	355 051	2 221	(52 301)	304 971
Créances rattachées aux participations	21 711	17 072	(13 211)	25 571
Intérêts sur créances rattachés aux participations	1 753	1 911	(662)	3 002
Autres titres immobilisés	9	-	-	9
Autres immobilisations financières	564	27	(43)	547
Total immobilisations financières	379 087	21 230	36	334 100

(*) Les acquisitions de titres de participation sont constituées essentiellement des titres reçus en contrepartie de l'apport partiel d'actifs à Snef Technologies (anciennement MIOS) et de l'augmentation de capital de SOBEC par abandon du compte courant pour 1 600 k€.

(*) Les cessions de titres concernent en grande partie les titres des filiales opérationnelles cédés à Groupe Snef et Fouré Lagadec.

Les créances rattachées à des participations se composent essentiellement de prêts intragroupes aux filiales.

Variation des dépréciations des immobilisations financières

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2020	Dotations (*)	Reprises (*)	31 décembre 2021
Titres de participation	(57 623)	(1 288)		(58 911)
Créances rattachées aux participations	(15 059)			(15 059)
Total dépréciations immobilisations financières	(72 682)	(1 288)	-	(73 970)

(*) la provision sur titres concerne notre filiale Snef Désamiantage.

Échéances des créances et prêts de l'actif financier immobilisé

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2021	Échéance à moins d'un an	Échéance entre 1 et 5 ans	Échéance à + de 5 ans
Créances rattachées aux participations	25 571	24 671	900	-
Intérêts sur créances rattachés aux participations	3 002	3 002	-	-
Autres titres immobilisés	9	-	-	9
Autres immobilisations financières	547	11	65	471
Total des immobilisations financières	29 129	27 684	965	480

6. Créances d'exploitation

Analyse par nature

Les créances et autres créances brutes comprennent les éléments suivants :

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Créances clients (*)	169 443	185 664
Clients douteux	7 192	6 186
Clients-Factures à établir	28 686	23 109
Créances de TVA	7 224	9 109
Autres créances vis-à-vis de l'état	331	6 959
Fournisseurs avoirs à recevoir	5 306	3 994
Autres créances	84 568	126 764
Total créances brutes de l'actif circulant	302 750	361 787

(*) La société a cédé 38 695 k€ de créances dans le cadre d'un contrat d'affacturage.

Evolution des dépréciations des créances de l'actif circulant

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2020	Dotations	Reprises	31 décembre 2021
Dépréciations créances clients	(5 586)	(2 133)	1 126	(6 593)
Dépréciations autres créances	(36 734)	(1 400)	4 000	(34 134)
Total dépréciation des créances de l'actif circulant	(42 320)	(3 533)	5 126	(40 727)

Echéances des créances de l'actif circulant

Les créances de l'actif circulant présentent une échéance à moins d'un an au 31 décembre 2021 (identique au 31 décembre 2020).

Produits à recevoir

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Clients-Factures à établir	28 686	23 109
Fournisseurs avoirs à recevoir	5 005	3 639
Autres	651	2 580
Total des produits à recevoir	34 342	29 328

7. Charges constatées d'avance

Analyse par nature

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Fournisseurs contrats annuels	26	1 413
Missions représentations	114	54
Assurances		41
Crédits baux		27
Loyers immobiliers	6	12
Total charges constatées d'avance	146	1 546

Echéances de comptabilisation en charges

Ces éléments seront rapportés au compte de résultat au cours du prochain exercice.

8. Disponibilités

Les disponibilités sont constituées uniquement de fonds bancaires et de caisses.

9. Capitaux propres

Evolution des capitaux propres

	Milliers d'euros					
	31 décembre 2020	Affectation du résultat		Autres mouvements	Résultat	31 décembre 2021
		RAN	Dividendes			
Capital	10 000	-	-	-	-	10 000
Ecart de réévaluation	(161)	-	-	13	-	(148)
Réserve légale	1 000	-	-	-	-	1 000
Report à nouveau	47 195	35 854	-	-	-	83 049
Résultat exercice N-1	45 956	(35 854)	(10 102)	-	-	0
Résultat exercice N	-	-	-	-	26 063	26 063
Provisions réglementées	5 920	-	-	30	-	5 950
Total capitaux propres	109 911	-	(10 102)	43	26 063	125 914

Le 30 juin 2021, l'Assemblée Générale de la Société Snef a décidé l'affectation du résultat de 2020 en report à nouveau pour 35 854 milliers d'euros et une distribution de dividendes pour 10 102 milliers d'euros.

Composition du capital social

Le capital social est fixé à la somme de 10 000 milliers d'euros, divisé en 1 485 662 actions d'une valeur nominale d'environ 6,73 euros entièrement libérées (identique au 31 décembre 2020).

10. Provisions pour risques et charges

Evolution des provisions pour risques et charges

	Milliers d'euros				
	31 décembre 2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31 décembre 2021
Provision pour litiges	1 161	591	(322)	(231)	1 198
Provisions pour impôts	285	21	-	-	306
Provisions pour pertes de change	4 964	5 162	-	(4 964)	5 162
Autres provisions pour risques et charges	16 234	1 463	(2 692)	(916)	14 089
Total provisions pour risques et charges	22 645	7 237	(3 014)	(6 112)	20 756

La provision pour perte de change est constituée du risque encouru sur les prêts au Brésil.

11. Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2020	Augmentation	Diminution	31 décembre 2021
Emprunts bancaires	123 334	-	(123 334)	0
Emprunt obligataire	85 000	-	(85 000)	0
Concours bancaires	40 123	82	(40 123)	82
Intérêts courus	1 135	-	(1 135)	0
Divers	12	-	-	12
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	249 602	82	(249 591)	94

Analyse par échéance

	Milliers d'euros			
	31 décembre 2021	Échéance de moins d'un an	Échéance entre 1 et 5 ans	Échéance de + de 5 ans
Emprunts bancaires	-	-	-	-
Emprunt obligataire	-	-	-	-
Concours bancaires	82	82	-	-
Intérêts courus	-	-	-	-
Divers	12	12	-	-
Total emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	94	94	-	-

12. Dettes liées à l'exploitation

Analyse par nature

Les dettes liées à l'exploitation comprennent les éléments suivants :

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Avances et acomptes reçus	521 085	473 215
Dettes fournisseurs	82 393	90 642
Dettes fiscales et sociales	73 649	77 902
Dettes sur immobilisations	2 394	1 690
Dettes diverses (*)	246 249	133 203
Total dettes liées à l'exploitation	925 770	776 652

(*) Sont inclus dans les dettes diverses le montant des créances cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage pour 38 695 k€.

L'absence de déconsolidation des créances cédées a été faite par dérogation à la méthode de présentation requise par la réglementation ANC.

Echéances des dettes liées à l'exploitation :

	Milliers d'euros			
	Total	Échéance à moins d'un an	Échéance entre 1 et 5 ans	Échéance plus de 5 ans
Avances et acomptes reçus	521 085	521 085	-	-
Dettes fournisseurs	82 393	82 393	-	-
Dettes fiscales et sociales	73 649	73 221	428	-
Dettes sur immobilisations	2 394	2 394	-	-
Dettes diverses	246 249	246 249	-	-
Total dettes liées à l'exploitation	925 770	925 342	428	-

Charges à payer

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Fournisseurs, factures non parvenues	15 971	12 807
Dettes provisionnées pour congés payés	558	741
Dettes provisionnées pour participation des salariés	-	-
Charges de personnel	7 705	1 951
Organismes sociaux	5 118	4 743
Etat	622	1 131
Intérêts courus	41	29
Divers	1 930	2 198
Total charges à payer	31 944	23 600

13. Produits constatés d'avance

Analyse par nature

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Contrats en cours	23 272	20 931
Total produits constatés d'avance	23 272	20 931

Echéances de comptabilisation en produits

Ces éléments seront rapportés au compte de résultat au cours du prochain exercice.

14. Chiffre d'affaires

Ventilation par zone géographique

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
France	532 874	623 886
Etranger	9 745	9 792
Total chiffre d'affaires	542 619	633 678

15. Transferts de charges d'exploitation

Analyse par nature

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Remboursement de formations	188	350
Remboursement d'assurances	289	187
Remboursement de charges sociales	2 149	2 223
Remboursement de taxes diverses	195	205
Autres	241	1
Total transferts de charges d'exploitation	3 062	2 965

Conformément aux préconisations de l'ANC, les remboursements d'activité partielle liée à la Covid-19 ont été comptabilisés en moins des charges de personnel.

16. Résultat financier

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Produits financiers de participation	11 334	4 956
Autres intérêts et produits assimilés	2 801	2 120
Dotations nettes aux provisions	1 114	(70 204)
Différences de change	34	(39)
Coût de l'endettement	(4 533)	(4 587)
Autres charges financières (dont mali de fusion)	(570)	(555)
Total résultat financier	10 179	(68 310)

17. Résultat exceptionnel

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Autres produits et charges exceptionnels	(3 059)	(1 063)
Résultat sur cessions d'immobilisations	8 176	108 486
Dotation nette aux provisions et provisions réglementées	(142)	(983)
Total résultat exceptionnel	4 976	106 441

Les cessions d'immobilisations comprennent les plus-values sur cessions de titres des filiales opérationnelles.

18. Situation fiscale

Analyse par nature de la charge ou du produit d'impôt

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Charge d'impôt sur les sociétés	(1 936)	
Economie d'impôt/Résultat d'ensemble (Int.Fiscale)		4 752
Crédits d'impôts	165	237
Total (charge) ou produit d'impôt	(1 771)	4 989

Ventilation de la charge ou du produit d'impôt

	Milliers d'euros	
	Base	Impôts
Résultat courant avant impôt	23 009	(1 588)
Résultat exceptionnel	4 976	(348)
Crédits d'impôts		165
Total (charge) ou produit d'impôt	27 985	(1 771)

Bases d'accroissements et d'allègements futurs d'impôt

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Organic	951	1 079
Participation des salariés	148	-
Commissions	36	146
Créances clients	2 867	2 924
Honoraires sur acquisitions	984	1 495
Ecart de conversion passif	40	120
Total	5 027	5 764

19. Engagements hors bilan

Engagements donnés

	Milliers d'euros	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Indemnités de fin de carrière	15 940	20 351
Cautions bancaires	111 030	114 079
Total engagements donnés	126 970	134 430

Concernant les indemnités de fin de carrière :

Suivant la population concernée les principales hypothèses sont les suivantes :

- L'ancienneté à la date du calcul ;
- Le salaire projeté à l'âge de la retraite : le taux de progression retenu au 31 décembre 2021 est de 2% par an (identique au 31 décembre 2020) ;
- Les conditions de départ en retraite : l'hypothèse retenue est un départ volontaire, un taux de charges sociales patronales de 43% (taux identique au 31 décembre 2020) ;
- Les droits tels que définis par les conventions collectives ;
- Le taux d'actualisation : utilisation d'une courbe de taux Eikon « AA RATING EUR REPS CREDIT CURVE » (identique au 31 décembre 2020) ;
- La probabilité de payer la prestation, obtenue en associant la probabilité de survie à la probabilité de maintien du salarié dans l'entreprise jusqu'à l'âge de la retraite. Conformément à l'avis de la CNCC, à partir de 2019 seules les démissions ont été prises en compte dans les hypothèses de sorties.
- Un départ à la retraite dès lors que le salarié bénéficie d'une retraite à taux plein.
La répartition linéaire des droits s'effectue à partir de la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire la date avant laquelle les services rendus par le membre du personnel n'affectent ni le montant ni l'échéance des prestations (au 31 décembre 2020, la répartition linéaire était calculée à partir de la date de prise de service du membre du personnel).

Biens pris en crédit-bail :

	Milliers d'euros		
	Terrains	Constructions	Total
Valeurs brutes			
Valeur d'origine	250	1 110	1 360
Cessions de l'exercice	-	-	-
Total Valeurs Brutes	250	1 110	1 360
Amortissements			
Cumul des exercices antérieurs	-	352	352
Dotations de l'exercice	-	37	37
Total Amortissements	-	389	389
Redevances			
Cumul des exercices antérieurs	746	3 717	4 463
Redevances de l'exercice	21	101	122
Redevances à payer à 1 an	-	-	-
Redevances entre 1 et 5 ans	-	-	-
Total Redevances	766	3 818	4 585

Locations simples

Les engagements relatifs aux contrats de location simple en France s'élèvent à 21,7 millions d'euros au 31 décembre 2021, dont 21,5 millions d'euros au titre de contrats immobiliers et 0,2 millions d'euros au titre de contrats de véhicules.

L'analyse des échéances des obligations contractuelles se présente comme suit :

en milliers d'euros	<1 an	1 - 2 ans	2 -3 ans	3 -4 ans	> 5 ans	Total
Locations immobilières	5 486	4 343	4 241	3 899	3 511	21 479
Locations véhicules	198	5				203
Total au 31 décembre 2021	5 684	4 348	4 241	3 899	3 511	21 683

20. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 106 milliers d'euros au titre de la mission du contrôle légal de 2021.

21. Effectifs moyens

Les effectifs moyens de la société sont répartis de la façon suivante :

Statut	Effectif moyen	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Cadres	884	1 209
Ouvriers	1 111	1 366
Agents de maîtrise/ Employés	2 007	2 390
Total effectif moyen	4 002	4 965

22. Informations concernant les parties liées

La société n'a réalisé au cours de l'exercice aucune transaction significative et non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

23. Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations allouées au titre de l'exercice aux organes de direction ne sont pas communiquées car ils permettent d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes.

24. Consolidation et intégration fiscale

Intégration fiscale

Jusqu'au 31/12/2020 la société Snef SA était la société tête du groupe d'intégration fiscale.

Cette convention a pris fin en décembre dernier.

A compter du 1^{er} janvier 2021 Snef SA a rejoint une nouvelle intégration fiscale ayant pour tête de groupe la société Groupe Snef qui détient 98,46% de la société Snef SA.

Consolidation

Snef SA est consolidée chez Groupe Snef.

25. Evénements postérieurs à la clôture

La survenance du conflit armé en Russie et Ukraine en février 2022 affecte de manière marginale l'activité du Groupe dans cette zone.

En revanche, il est trop tôt pour évaluer les conséquences indirectes de cette guerre, susceptible de ralentir l'économie mondiale et de générer des surcoûts de matière et d'énergie.

Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le groupe a initié le recensement des conséquences opérationnelles et financières de cette crise. L'impact de cette crise sur le chiffre d'affaires à destination de ces deux pays est jugé négligeable. En effet, quatre chantiers pour lesquels l'exposition nette n'est pas significative sont en cours de finalisation en Russie. De plus, aucun chantier n'a été entrepris en Ukraine ou en Biélorussie.

Les autres impacts possibles, notamment sur la chaîne d'approvisionnement n'ont pas encore été évalués à ce jour.

26. Tableau des filiales et participations

Société	% de détention	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Capital	Résultat de l'exercice	Capitaux propres	Prêts et avances consentis (nets)	Chiffre d'Affaires	Dividendes encaissés
CIEL	100,00%	460	-	460	650	(617)	1 771	-	8 589	2 000
SEM	100,00%	1 405	937	468	1 461	(66)	559	1 052	4 506	-
Snef Gabon	99,50%	6 830	4 630	2 200	3 109	(207)	(298)	356	7 108	-
Scheffer	100,00%	762	-	762	64	(108)	337	-	2 391	200
Snef Polska	100,00%	62	62	-	57	(746)	(800)	1 523	622	-
Snef Algérie	100,00%	9 413	9 413	-	8 261	(300)	5 024	8	1 739	-
Snef Portugal	100,00%	562	-	562	500	(20)	814	-	1 301	-
Gentiletti	100,00%	276	-	276	156	198	534	-	2 515	200
Snef Slovensko	100,00%	475	-	475	477	300	1 755	995	6 572	-
Snef Tunisie	100,00%	20	-	20	NC	NC	NC	27	-	-
Snef Côte d'Ivoire	100,00%	1 432	8	1 425	8	(954)	(1 471)	1 588	6 388	-
Snef Sénégal	100,00%	14	14	-	14	(486)	(2 216)	2 020	531	-
Iso Ingénierie	100,00%	740	-	740	100	(283)	832	-	2 436	300
Snef Ireland	100,00%	110	110	-	100	-	(567)	567	-	-
Amica	100,00%	2 700	-	2 700	6 400	643	10 336	-	41 013	3 000
Imsat	99,46%	18 120	-	18 120	3 655	2 877	12 858	-	58 002	2 984
SEEI	100,00%	25	-	25	403	(151)	(222)	479	3 210	-
Omnium Service	100,00%	2 726	-	2 726	1 036	(684)	56	3 530	11 210	-
Snef Equipamentos	100,00%	37 690	37 690	-	18 987	(5 062)	-6 496	23 771	32 090	-
Snef Congo	100,00%	705	705	-	200	(2)	(90)	149	2 543	-
Eco 3S	33,33%	7	7	-	20	-	175	93	-	-
Piseo	2,00%	11	-	11	NC	NC	NC	NC	NC	-
Snef Clim	100,00%	1 500	1 500	-	1 500	102	(14 759)	16 728	1 642	-
Rousseau	100,00%	1 200	1 200	-	1 200	129	(8 718)	7 884	4 799	-

27. Tableau des filiales et participations (suite)

Société	% de détention	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Capital	Résultat de l'exercice	Capitaux propres	Prêts et avances consentis (nets)	Chiffre d'Affaires	Dividendes encaissés
Snef Russie	100,00%	12		12	NC	NC	NC	NC	NC	-
Snef Monaco	70,00%	105	-	105	150	343	574	2 261	7 454	-
Mapicer	99,99%	1 299	1 299	-	461	(512)	(6 411)	6 204	163	-
Icer Bresil	99,00%	8	8	-	NC	NC	NC	655	-	-
Snef Services Nigeria	40,00%	40	40	-	-	-	-	448	-	-
Tribord	100,00%	19 747		19 747	16 931	29 130	44 901	9 516	-	-
Watt Rem	55,00%	55		55	83	(61)	(113)	423	-	-
Snef Lab	100,00%	1 336		1 336	1 601	171	1 695	2 508	-	-
Snef Desamiantage	100,00%	1 288	1 288	-	1 288	(1 350)	1 411	1 023	3 763	-
Predict	55,52%	2 322		2 322	173	(116)	2 119	-	2 243	-
S&B Nuclear Services	50,00%	14		14	-	-	-	-	-	-
Net Brinel	85,00%	12 676		12 676	108	3 239	5 928	-	66 017	2 551
Snef Technologies	33,33%	2 122		2 122	798	2 632	7 307	650	15 201	100
Biokeep	40,00%	8		8	NC	NC	NC	100	NC	-
SFL Afrique	100,00%	50		50	NC	-	-	-	-	-
Snef Telecom	100,00%	27 470		27 470	27 470	10 173	45 374	-	197 836	-
Snef Power Services	100,00%	144 121		144 121	92 008	12 898	161 144	-	137 847	-
Dock Réunion	27,30%	15		15	NC	NC	NC	NC	NC	-
Snef Latam Engenharia e Tecnologia	99,99%	5 000		5 000	4 352	(732)	1 884	1	-	-
Snef Central Eastern Europe	99,99%	26		26	26	(12)	(56)	347	-	-

SNEF
Société anonyme au capital de 10.000.000 euros
Siège social : 87, avenue des Aigalades – 13015 Marseille
056 800 659 RCS Marseille

(la « **Société** »)

EXTRAIT DU
PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS PRESENTEES
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES
EN DATE DU 89 AVRIL 2022

AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

[...]

Deuxième résolution - Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter, le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 26 063 137 euros, comme suit :

Résultat de l'exercice : 26 063 137 euros
Report à Nouveau : 83 049 033 euros
Soit bénéfice distribuable : 109 112 170 euros

Réparti comme suit :

Dividende : 25 256 254 euros
Solde en Report à Nouveau : 806 883 euros

Solde du compte Report à Nouveau : 83 855 916 euros

Le montant du dividende est déterminé à raison de 17,00 euros par action pour un total de 1 485 662 actions. Au cas où, lors de la mise en paiement du dividende, la société viendrait à détenir ses propres actions, le bénéfice distribuable correspondant au dividende non versé en raison de la détention desdites actions, serait affecté au compte du Report à Nouveau.


Il est précisé que les dividendes des années passées étaient les suivants :

Exercice clos	Dividendes/action	Total
2014	2,019 €	2 993 008 €
2015	2,00 €	2 939 252 €
2016	3,00 €	4 311 867 €
2017	4,00 €	5 942 648 €
2018	7,00 €	10 399 634 €
2019	7,00 €	10 399 634 €
2020	6,80 €	10 102 502 €

[...]

* * *

SNEF
Société anonyme au capital de 10.000.000 euros
Siège social : 87, avenue Ibrahim Ali – 13015 Marseille
056 800 659 RCS Marseille
(la « Société »)

Certifié conforme à l'original.


**EXTRAIT DU
PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DES ACTIONNAIRES
EN DATE DU 28 AVRIL 2022**

[...]

Deuxième résolution - Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter, le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 26 063 137 euros, comme suit :

Résultat de l'exercice : 26 063 137 euros
Report à Nouveau : 83 049 033 euros
Soit bénéfice distribuable : 109 112 170 euros

Réparti comme suit :

Dividende : 25 256 254 euros
Solde en Report à Nouveau : 83 855 916 euros

Solde du compte Report à Nouveau : 83 855 916 euros

Le montant du dividende est déterminé à raison de 17,00 euros par action pour un total de 1 485 662 actions. Au cas où, lors de la mise en paiement du dividende, la société viendrait à détenir ses propres actions, le bénéfice distribuable correspondant au dividende non versé en raison de la détention desdites actions, serait affecté au compte du Report à Nouveau.

Il est précisé que les dividendes des années passées étaient les suivants :

Exercice clos	Dividendes/action	Total
2014	2,019 €	2 993 008 €
2015	2,00 €	2 939 252 €
2016	3,00 €	4 311 867 €
2017	4,00 €	5 942 648 €
2018	7,00 €	10 399 634 €
2019	7,00 €	10 399 634 €
2020	6,80 €	10 102 502 €

<u>Votes</u>	<u>Nombre d'actionnaires</u>	<u>Nombre d'actions</u>
Pour	21	1 468 835
Contre	-	-
Abstention	-	-

Cette résolution est adoptée.

[...]



Rapport de Gestion 2021



RAPPORT DE GESTION

Activité de Snef en 2021 et évolution prévisible sur l'exercice 2022

Suite à la réorganisation des structures de détention de la société Snef, l'endettement bancaire de cette dernière a été remonté au niveau de la holding Groupe Snef.

Le résultat de l'exercice s'établit à 26 063 milliers d'euros, pour un chiffre d'affaires de 542 619 milliers d'euros.

En 2021, la conjoncture aura été bonne ; nous pouvons dire que la Société a été portée par la reprise économique, dans un contexte de soutien de l'économie par les pouvoirs public.

Les perspectives sont bonnes. Snef se situe au cœur des grands enjeux sociétaux, autour des sujets de production d'énergie, de décarbonation et de transformation numérique.

Plus que jamais, nous sommes impliqués dans le déploiement des énergies renouvelables : énergie éolienne, hydroélectrique, photovoltaïque ou issue de la biomasse.

De manière plus marquée encore, nous sommes devenus, dans nos métiers, un acteur important du nucléaire, énergie décarbonée par excellence, dont les perspectives sont considérables.

Outre la question des énergies, nous vivons une véritable accélération des projets de décarbonation dans tous les secteurs de l'industrie, en particulier, avec l'émergence de nouveaux acteurs autour des applications de batterie, d'hydrogène, de recyclage ou encore, de production biosourcée. Snef intervient pour mettre en œuvre ces projets, pour la partie électrique.

Au-delà de l'évolution des process industriels, Snef devient aussi prescripteur de solutions pour réduire l'emprunte carbone des usines, infrastructures et bâtiments, en proposant des alternatives aux solutions classiques.

Toujours à l'écoute de ses clients, dans un environnement en évolution permanente, Snef bénéficie d'une bonne dynamique et renouvelle son optimisme pour les années à venir. Avec un carnet de commandes de plus de 700 millions d'euros, Snef devrait poursuivre, sur l'exercice 2022, une progression organique de son activité en France.

Malheureusement, nous pouvons craindre que le conflit entre la Russie et l'Ukraine vienne ternir la situation économique globale. Même si Snef n'est quasiment pas exposé dans ces deux géographies, nous restons attentifs à l'évolution de la situation, sans toutefois, à ce jour, être en mesure d'en apprécier les conséquences indirectes sur les perspectives de Snef.

Elle a cédé à Fouré Lagadec l'intégralité des titres qu'elle détenait dans la société SOBEC, et a procédé l'apport de sa branche d'activité « Snef Technologies » à la société MIOS, elle-même renommée Snef Technologies.

Activité en matière de recherche et développement

Snef poursuit son effort de Recherche & Développement, en particulier dans les activités logées dans la Business Unit Snef Lab qui réunit près de 500 collaborateurs.

Comptes annuels

Le chiffre d'affaires de Groupe Snef est de 543 millions d'euros pour un résultat net de 26 millions d'euros.

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice 2021

L'épidémie mondiale de Covid-19 continue d'impacter certaines activités de Snef sur les premiers mois de l'exercice 2022, mais de manière marginale. Snef poursuit la mise en œuvre des moyens nécessaires à la préservation de ses collaborateurs et répondre aux besoins de ses clients.

La survenance du conflit armé en Russie et Ukraine affecte de manière marginale l'activité dans cette zone, les filiales russes et ukrainiennes étant en quasi-sommeil depuis quelques années. En revanche, il est trop tôt pour évaluer les conséquences indirectes de cette guerre, susceptible de ralentir l'économie mondiale et de générer des surcoûts de matière et d'énergie. Snef reste vigilant.

Proposition d'affectation des résultats

L'exercice écoulé fait apparaître un résultat net de 26 063 137 euros et un Report à Nouveau de 83 049 033 euros.

En conséquence, il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2021 de la manière suivante :

- A la distribution de dividendes : 25 256 254 euros (montant à ajuster en fonction du nombre d'actions auto-détenues au jour de la distribution) ;
- Au Report à Nouveau : 806 883 euros.

Le montant distribué sera éligible à l'abattement de 40% bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3-2° du Code générale des impôts.

Conformément aux prescriptions de l'article 243 Bis du C.G.I., il est rappelé que les distributions de dividendes intervenues au cours des trois derniers exercices sont les suivantes :

- Exercice clos le 31 décembre 2018 : 7,00 € par action* soit 10 399 634 euros de distribution de dividendes.
- Exercice clos le 31 décembre 2019 : 7,00 € par action* soit 10 399 634 euros de distribution de dividendes.
- Exercice clos le 31 décembre 2020 : 6,80 € par action* soit 10 102 502 euros de distribution de dividendes.

* Montants éligibles à l'abattement de 40% bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3-2° du Code générale des impôts.

Dépenses et charges non fiscalement déductibles

Il est précisé, en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que les comptes de l'exercice font apparaître une somme de 205 101 euros, correspondant à des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées aux articles 39-4 et 39-5 du même code.

Par conséquent, l'impôt supporté à raison de ces dépenses et charges s'élève à 58 264 euros.

Dettes fournisseurs et clients

En application des articles L.441-6-1 et D.441-1 du code de commerce, nous vous indiquons ci-après les informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients, notamment :

Fournisseurs

SNEF 2021	Article D.441 I. - 1° Factures <u>recues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	46 646	7 127	24 780	22 155	4 340	58 402
Montant total TTC des factures concernées (en 000 euros)	35 365	6 787	1 658	2 522	10 041	21 008
Pourcentage du montant total TTC des achats de l'exercice	8,27%	1,59%	0,39%	0,59%	2,35%	4,92%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						2 924
Montant total TTC des factures exclues (en 000 euros)						12 403
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Les délais de règlement couvrent de 30 jours à 45 jours fin de mois suivant les accords dérogatoires négociés avec certains de nos fournisseurs					

Clients

SNEF 2021	Article D.441 I. - 1° Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	13 092	1 230	791	369	3 455	5 845
Montant total TTC des factures concernées (en 000 euros)	112 076	11 837	9 082	3 689	38 827	63 435
Pourcentage du montant total TTC du chiffre d'affaire de l'exercice	15,63%	1,65%	1,27%	0,52%	5,42%	8,85%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						0
Montant total TTC des factures exclues (en 000 euros)						0
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Accord contractuel ou délais légal - Article 441-6 dans un délais maximum de 60 jours.					

Succursales Groupe Snef

La liste des succursales de Snef figure en annexe au présent rapport.

Filiales et participations

▪ **Prises et/ou cessions de participation au cours de l'exercice écoulé**

Dans le cadre d'une opération de restructuration interne, la Société a cédé le 15 septembre 2021 à son actionnaire majoritaire, la société Groupe Snef, le contrôle des filiales suivantes :

- Fouré Lagadec, société par actions simplifiée de droit français au capital de 2 189 000 euros, dont le siège social est situé 164 Boulevard de Gravelle, 76600 Le Havre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Havre sous le numéro 356 500 306 ;
- Firac, société par actions simplifiée de droit français au capital de 1 500 000 euros, dont le siège social est situé 30 rue Gustave Eiffel, 78300 Poissy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 316 389 196 ;
- Ekium Group, société par actions simplifiée de droit français au capital social de 9 856 006 euros, dont le siège social est situé 5 rue Abraham Bloch, 69007 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 492 544 382 ; et
- Watt Design & Build, société par actions simplifiée de droit français au capital social de 300 000 euros, dont le siège social est situé 49-51 rue François 1^{er}, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 537 819 989.

Elle a également transféré le 23 mars 2021 à la société Fouré Lagadec l'intégralité des titres de la Société Brestoise d'Etudes et de Constructions (SOBEC), société à responsabilité limitée au capital de 77 000 euros, dont le siège social est situé 170 Rue de l'Elorn, 29200 Brest, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le numéro 348 739 764.

Par acte sous seing privé du 18 juin 2021, la société Snef a apporté, avec effet juridique au 1^{er} juillet 2021, sa branche complète et autonome d'activité « Snef Technologies » à sa filiale MIOS, détenue à 33,33%, renommée à cette occasion « Snef Technologies ». A l'issue de cette opération, la détention de Snef Technologies par Snef était portée à 60%, le solde du capital social et des droits de vote restant détenu par la société Snef Lab, elle-même filiale à 100% de Snef.

Résultats et activité des filiales et des sociétés contrôlées au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 alinéa 2 du Code de commerce, figurent en annexe les informations relatives à l'activité et au résultat des filiales de la société.

Détention du capital social par les salariés

A la clôture de l'exercice écoulé, les actions détenues par les salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L233-1 du Code de Commerce, représentaient moins de 0,1% du capital social.

Gouvernement d'entreprise

▪ **Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux**

La Société a choisi le 26 juin 2015 de dissocier les fonctions de présidence et de direction générale.

- Président : M. Jean-Pierre Dréau
- Directeur général : M. Stéphane Corteel

En 2021, Messieurs Franck Greiner et Olivier Jouven ont été nommés Directeur Généraux Délégués.

- **Jean-Pierre DREAU**

Président de Groupe Snef

Président de Snef

Président de Société Financière du Steir

Administrateur du SERCE

Censeur de Lyonnaise de Banque

Censeur de Fouré Lagadec

Censeur d'Ekium Group

Administrateur de Snef Power Services

Administrateur d'Imsat (Roumanie)

Administrateur de Mapicer (Maroc)

Administrateur de Snef Latam Engenharia e Tecnologia (Brésil)

Administrateur de Watt Real Estate Management

- **Stéphane CORTEEL**

Directeur Général et administrateur de Groupe Snef

Directeur Général et administrateur de Snef

Président de Snef Monaco

Président de Snef Polska (Pologne)

Président et administrateur de S&B Nuclear (UK)

Président et administrateur de Watt Real Estate Management

Administrateur de Fouré Lagadec

Administrateur de Snef Power Services

Administrateur de Snef Telecom

Administrateur d'Ekium Group

Administrateur d'Imsat (Roumanie)

Administrateur de Brinel (Roumanie)

Administrateur de Snef Latam Engenharia e Tecnologia (Brésil)

Président de Giulia SAS

Président de Romain SAS

Président de Super G SAS

Président de Mountain Lodge SAS

Représente la société Groupe Snef au titre de ses mandats de présidente de ses filiales

- **Isabelle DREAU**

Directeur Général Délégué et administratrice de Groupe Snef
Administratrice de Snef
Administratrice de Snef Power Services
Administratrice de Snef Telecom
Administratrice d'Ekium Group
Administratrice de Fouré Lagadec
Administratrice d'Imsat (Roumanie)
Administratrice de Brinel (Roumanie)
Administratrice de Banque Populaire Méditerranée

- **Catherine MARIANI**

Administratrice de Snef
Présidente de Abiodis Guyane
Présidente de S.E.F.E.G.
Présidente de Scierie Oyapock
Administratrice de Watt Real Estate Management

- **Gaëï BODÉNÈS**

Administrateur de Snef
Président de Bourbon Subsea Services
Président de B.O. Bourbon marine & Logistics
Président du Directoire de Société Phocéenne de participation
Président de Opsealog
Président de Placements Provence Languedoc
Président de Bourbon Maritime
Président de Bourbon Mobility Holding
Administrateur de Bourbon Ghana International
Administrateur de Bourbon Management
Directeur de Bourbon Offshore Gaia

ANNEXES DU RAPPORT DE GESTION

- Annexe 1 Tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours des derniers exercices, tel que prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce
- Annexe 2 Liste des succursales de la société
- Annexe 3 Informations relatives à l'activité et au résultat des filiales

Annexe 1 : Tableau des résultats de la société (Snef S.A.) au cours des cinq derniers exercices, tel que prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce

ETABLI EN EUROS 31/12/21					
Nature des indications	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
Capital en fin d'exercice					
Capital Social	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 485 662	1 485 662	1 485 662	1 485 662	1 485 662
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	760 976 675	750 372 746	790 585 765	633 678 037	542 618 607
Résultats av ant impôts, part des salariés et dotations aux amortissements et provisions	9 650 635	17 890 298	39 877 401	120 995 660	35 764 118
Impôts sur les bénéfices	-152 009	2 041 535	4 435 113	-4 988 970	1 770 950
Part des salariés	459 525	1 073 151	1 937 728	0	150 580

ETABLI EN EUROS 31/12/21					
Nature des indications	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
Résultats par action					
Résultat après impôts, part des salariés, mais av ant dotations aux amortissements et provisions	6	10	23	85	23
Résultat après impôts, part des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4	7	6	6	18
Résultat distribué	5 942 648	10 399 634	10 399 634	10 102 502	25 256 254
Dividendes attribués à chaque action	4,00	7,00	7,00	6,80	17,00
Personnel					
Effectif moyen salariés employés	5 267	5 527	5 308	4 965	3 866
Masse salariale	172 001 651	181 878 594	185 824 957	143 214 680	124 167 058
Avantages sociaux (Sécu Sociale, œuvres sociales)	100 930 914	108 437 862	110 547 099	84 085 006	80 961 253

Annexe 2 : Liste des succursales de la société Snef S.A.

Localisation	Adresse	SIRET	Immatriculation GTC
AIX EN PROVENCE	125 rue Gustave Eiffel 13290 Aix-en-Provence	01443	RCS Aix-en-Provence
AUBENAS	42 boulevard Jean Mathon 07200 Aubenas	01260	RCS Aubenas
AVIGNON	25 rue Claude André Paquelin 84000 Avignon	01682	RCS Avignon
BAGNOLS SUR CEZE	ZI du Berret -Chemin Rural 62 Berret à Hermitage 30200 Bagnols sur Ceze	00593	RCS Nimes
BERRE L ETANG	La Gare et la Molle 13130 Berre l'Etang	00783	non/SRJT
BETHUNE	147 Rue Flemning 62 Bethune	01773	RCS Marseille
BREST	ZI Port - 6 rue Jean Chevillotte 29200 Brest	00130	RCS Brest
BRON	ZAC du Chene - 11 allées Général Benoist 69500 Bron	00361	RCS Lyon
CAYENNE	Lieu dit Forêt Est Piste Maripa C/ Abiodis PK1 Piste de saut Maripa 97313 St Georges	01609	GTC Cayenne
CHÂTEAU ARNOUX SAINT AUBAN	Saint Auban - Les Blaches Gombert Rue Louis Auguste Blanqui 04160 Château Arnoux Saint Auban	01047	RCS Manosque
CHAUMONT	ZI de la Dame Huguenotte - Rue des Frères Garnier 52000 Chaumont	01088	RCS Chaumont
CHERBOURG EN COTENTIN	ZI Route de Beaumont - rue Lech Walesa 50120 Cherbourg-en-Cotentin	00247	RCS Cherbourg
CLEON	ZA du Moulin 76410 Cléon	00627	RCS Rouen
COLOMBES	46 avenue Kléber - Bat Les Courlis 92700 Colombes	01484	RCS Nanterre
COURNON D'Auvergne	25 rue Dieudonné Costes 63800 Courmon d'Auvergne	01641	RCS Clermont-Ferrand
DIGULLEVILLE	ZI Digueville - Digueville 50440 La Hague	00502	RCS Cherbourg
DIJON	22 Boulevard Jean Veillet 21000 Dijon	01799	RCS Dijon
DRAGUIGNAN	ZI St Hermentaire - 382 boulevard Caussemille 83300 Draguignan	01179	RCS Draguignan
DUNKERQUE	361 avenue de la Dordogne 59640 Dunkerque	01518	RCS Dunkerque
DUNKERQUE	ZAC du Pont Loby - Rue du Luxembourg 59640 Dunkerque	00858	RCS Dunkerque
ENNEVELIN	ZAC de la Broye, Rue du Moulin 59710 Ennevelin	1468	RCS Lille
FOS SUR MER	ZI La Feuillane Lot 74 13270 Fos sur Mer	01666	RCS Salon de Provence
GARDANNE	ZI Avon Lotissement 449 13120 Gardanne	01039	RCS Aix-en-Provence
GENNEVILLIERS	1er étage - 10-12 boulevard Louise Michel 92230 Gennevilliers	01575	RCS Nanterre
HENNEBONT	ZAC du Parco - Avenue Lavoisier 56700 Hennebont	01054	RCS Lorient
HOERDT	ZA du Ried - 8 rue Gutenberg 67720 Hoerd	00981	RCS Strasbourg
ISSY LES MOULINEAUX	65 rue Camille Desmoulins 92130 Issy-Les-Moulineaux	01674	RCS Nanterre

Localisation	Adresse	SIRET	Immatriculation GTC
ISSY LES MOULINEAUX	2-4 Boulevard des Iles - Immeuble Arc en Ciel 92130 Issy-Les-Moulineaux	01583	RCS Nanterre
JOUE LES TOURS	ZAC de la Liodière - 30 rue de la Liodière 37300 Joue les Tours	01112	RCS Tours
LA SENTINELLE	Parc d'Activité de l'Aérodrome Ouest 59174 La Sentinelle	01153	RCS Valenciennes
LA SEYNE SUR MER	ZA Jean Monnet Sud - 147 avenue de Rome 83500 La Seyne sur Mer	01187	RCS Toulon
LA SEYNE SUR MER	Camp Laurent 83500 La Seyne sur Mer	00551	RCS Toulon
LACQ	Route de Pau 64170 Lacq	00460	RCS Pau
LE HAVRE	124 rue de la Pique en Mare 76620 Le Havre	01690	RCS Le Havre
LE PETIT QUEVILLY	2 rue André Breancon 76140 Le Petit Quevilly	00031	RCS Rouen
LOUDEAC	ZI du Bois Taillant - rue Becquerel 22600 Loudeac	01245	RCS Saint-Brieuc
MARGUERITTES	7 avenue de la Gare 30320 Marguerittes	01096	RCS Nimes
MARSEILLE	Grand Ecran 11 Avenue André Roussin 13016 Marseille		RCS Marseille
MARSEILLE	136 avenue des Aygaldes 13015 Marseille	01591	RCS Marseille
MARSEILLE	87 avenue Ibrahim Ali 13015 Marseille	00155	RCS Marseille
MARSEILLE 10	41,43,45,47 rue Gustave Eiffel et 62 boulevard des Acieries 13010 Marseille	01203	RCS Marseille
MARTIGUES	3 allées André Marie Ampère 13500 Martigues	00965	RCS Aix-en-Provence
MAUGUIO	ZAC de Fréjorgues Est - 81 rue du Salaison 34130 Mauguio	00940	RCS Montpellier
MAUREPAS	5 rue Claude Bernard 78310 Maurepas	01427	RCS Versailles
MAUVES	Zone Industrielle 07300 Mauves	01302	RCS Aubenas
MERIGNAC	8 rue Henry Le Chatelier 33700 Merignac	01419	RCS Bordeaux
METZ	11 rue des Drapiers 57070 Metz (57463)	01542	RCS Metz
MOIRANS	Centr'alp - 178 Mayoussard 38430 Moirans	01211	RCS Grenoble
MONDEVILLE	6 rue Jacques Daguerre 14120 Mondeville	01237	RCS Caen
NICE	11 Chemin de la Glacière 06200 Nice	01500	RCS Nice
POISSY	30 rue Gustave Eiffel 78300 Poissy	00874	RCS Versailles
PULVERSHEIM	17 allée Robert Schuman - Aire de la Thur 68840 Pulversheim	00726	RCS Colmar
QUIMPER	1 rue Alice Richard 29000 Quimper	00999	RCS Quimper
RENNES	ZI du Sud Est - 5 rue du Noyer 35000 Rennes	01344	RCS Rennes
ROUSSET	ZI Parc Club 13790 Rousset	00775	RCS Aix-en-Provence

Localisation	Adresse	SIRET	Immatriculation GTC
SAINT HERBLAIN	ZI Légère - rue Bobby Sands 44800 Saint Herblain	00346	RCS Nantes
SAINT NAZAIRE	192 rue de Trignac 44600 Saint-Nazaire	00098	RCS Saint-Nazaire
SAINT NAZAIRE	Boulevard des Apprentis 44600 Saint Nazaire	01435	RCS Saint-Nazaire
SAINT PAUL LES DURANCE	ZAC de Rourabeau Lot n°10 13115 Saint Paul Les Durance	00601	RCS Aix-en-Provence
SAINT PRIEST	Batiment J - 50 rue Jean Zay 69800 St Priest	01534	RCS Lyon
SAINT VALERY EN CAUX	ZI du Plateau Ouest Lot n° 13 - 10 rue Marcel Delepine 76460 St Valery en Caux	01559	RCS Rouen
SAINT-HERBLAIN	4 Rue Edith Piaf 44800 Saint-Herblain	01765	
SAVIGNY EN VERON	Parc d'Activité du Véron - Rue du Futreau 37420 Savigny En Véron	01526	RCS Tours
TOULOUSE	3 chemin des Daturas - 2e étage 31200 Toulouse	01401	Non
TOULOUSE	3 chemin des Daturas - 1e étage 31200 Toulouse	01393	RCS Toulouse
TREMBLAY	Paris Nord 2 - 13 rue de la Perdrix 93290 Tremblay en France	01229	RCS Bobigny
VAISON LA ROMAINE	Av Marcel Pagnol 84110 Vaison La Romaine	00585	RCS Avignon
VALENCE	420 avenue de Chabeuil 26000 Valence	01252	RCS Romans
VALENCE	112 Chemin de la Forêt aux Martins 26000 Valence	01633	RCS Romans
VINEUIL	150 rue le Verrier 41350 Vineuil	00866	RCS Blois
VITROLLES	ZAC de l'Anjoly - 69 boulevard de l'Europe 13127 Vitrolles	01351	RCS Salon de Provence
VITROLLES	17 ZI Sixième Avenue - 19 rue de Berlin 13127 Vitrolles	01294	RCS Salon de Provence

Annexe 3 : Informations relatives à l'activité et au résultat des filiales

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 alinéa 2 du Code de commerce, les informations relatives à l'activité et au résultat des filiales de la société sont présentées dans l'annexe aux comptes sociaux annuels de la société Snef S.A.

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

SNEF

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
480, avenue du Prado
CS 90021
13272 Marseille cedex 08
S.A. au capital de € 5 497 100
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit

Immeuble Le Calypso
Quartier Euromed
48, quai du Lazaret
13002 Marseille
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

SNEF

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société SNEF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SNEF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Immobilisations financières

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à M€ 246, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'inventaire selon les modalités décrites dans la partie « Immobilisations financières » de la note 2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues sur la base des informations disponibles à ce jour, à revoir les calculs effectués par votre société et à vérifier que la note 5 « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée.

■ En-cours de production et comptabilisation du chiffre d'affaires

Votre société constate des résultats sur des contrats à long terme selon les principes et les modalités décrits dans la partie « En-cours de production et comptabilisation des produits » de la note 2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses établies par la direction sur lesquelles se fonde l'évaluation des résultats à terminaison de ces contrats.

■ Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges, dont le montant figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à M€ 21, sont évaluées selon les modalités décrites dans la partie « Provisions pour risques et charges » de la note 2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par la direction sur la base des informations disponibles à ce jour, sur lesquelles se fondent les évaluations de ces provisions, et à vérifier que la note 10 « Provisions pour risques et charges » de l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 27 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Georges Maregiano

ERNST & YOUNG Audit



Camille de Guillebon